

Les subventions gouvernementales nuisent aux contribuables

Rod Taylor

Chef, PHC Canada

L'ancien président américain Ronald Reagan a dit un jour : « Les neuf mots les plus terrifiants de la langue anglaise sont : « Je suis du gouvernement, et je suis là pour aider. »¹

En cette période d'inflation galopante et de grande incertitude sur les marchés, la plupart des Canadiens recherchent la stabilité économique. Bien que de nombreux employeurs se plaignent bruyamment de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et fiable, il y a encore des travailleurs qui sont temporairement au chômage ; la hausse du coût de tout, de l'essence à l'épicerie en passant par l'assurance, leur fait peur. Dans des moments comme ceux-ci, il est tentant de vouloir que le gouvernement intervienne et subventionne le coût de la vie. Faites attention à ce que vous souhaitez.

Déjà, depuis de nombreuses années, le public canadien accepte l'éducation et les soins de santé subventionnés par les contribuables. La qualité des deux est maintenant en baisse. À mesure que le gouvernement s'est développé en période de prospérité économique, les attentes du public quant à la responsabilité du gouvernement de répondre à nos besoins et à nos désirs ont augmenté. Le gouvernement subventionne maintenant les grandes et les petites entreprises, les injections pour les sites d'injection de drogue, le coût d'élever une famille (allocation familiale pour enfant), les pistes cyclables pavées, la garde d'enfants pour les enfants d'âge préscolaire afin que les deux parents puissent travailler, les célébrations de la fierté gaie, la chirurgie de « réassignation » du genre, les avortements pour ceux qui choisissent de tuer leur enfant à naître et le suicide pour ceux qui sont considérés par les compteurs de haricots du gouvernement comme un fardeau économique.

Selon la façon dont on considère les dépenses gouvernementales, les contribuables paient pour tout ce que fait le gouvernement à tous les niveaux, fédéral, provincial et municipal. Il n'y a qu'un seul contribuable; Lorsqu'une municipalité locale demande une subvention au gouvernement fédéral ou provincial, aussi noble soit-elle, l'auteur de la subvention demande aux contribuables qui vivent dans une autre municipalité de couvrir le coût d'un projet local. En effet, certains maires, certains députés provinciaux et certains députés fédéraux pensent que leur principale obligation envers leurs électeurs est d'obtenir des fonds des contribuables fédéraux ou provinciaux pour des projets dans leurs circonscriptions. Étant donné que presque tous les autres titulaires de charge publique font la même chose, la demande de bourses et de subventions continue de croître. Les municipalités qui ne pouvaient pas se permettre un aréna de hockey ou une piscine ou une borne de recharge pour voiture électrique peuvent néanmoins justifier la dépense auprès des contribuables locaux, car elle a été rendue possible grâce à une subvention du « gouvernement » (c'est-à-dire d'autres contribuables).

Les dépenses gouvernementales inutiles ne sont pas nouvelles. Notre nature humaine égoïste est assez heureuse de dépenser sans compter pour des articles de luxe, s'ils sont payés par l'argent des autres. L'ancienne Première Ministre britannique Margaret Thatcher a déclaré : « Le problème avec le socialisme, c'est qu'en fin de compte, vous n'avez plus l'argent des autres. »² Ceux qui considèrent les coffres du

gouvernement comme une source illimitée de liquidités (et cela inclut nombre de nos députés fédéraux, députés provinciaux et ministres de Cabinet) sont prompts à dépenser des fonds qu'ils n'ont pas ou qu'ils ne peuvent pas lever par le biais des impôts, s'attendant à ce que les futurs contribuables récupèrent la languette.

Que se passe-t-il lorsque le gouvernement paie la facture des biens et services consommés par les particuliers, les entreprises ou les groupes de défense ? La réponse est facile à prédire, basée sur la nature humaine ; quelques exemples suffiront:

- En Colombie-Britannique, l'immatriculation et l'assurance des véhicules sont toutes gérées par la Corporation d'Assurance de Colombie-Britannique (CACB), une société d'État provinciale. Lorsque nous avons déménagé de l'Alberta en Colombie-Britannique en 1987, notre assurance automobile a immédiatement doublé, car il n'y avait pas de concurrence privée pour notre assurance automobile. Le gouvernement néo-démocrate socialiste actuel de la Colombie-Britannique maintient ce monopole, et les résidents de la Colombie-Britannique l'ont essentiellement accepté. Bien sûr, cela inclut les réclamations de pare-brise. En 2017, la CACB a commencé à couvrir le coût de la réparation des débris mineurs.³ Il y a une certaine logique à cela; en réparant un débris avant qu'elle ne se propage, les conducteurs (et la CACB) peuvent prolonger la durée de vie d'un pare-brise. Cependant, le coût d'une réparation est désormais couvert par le collectif plutôt que par l'individuel. En 2017, la dernière réparation de débris que j'ai payé moi-même m'a coûté 22,40 \$. Le jour où la CACB a commencé à payer les réparations, le prix a bondi à 70,00 \$. J'ai récemment fait réparer un débris dans un centre de service autorisé par la CACB. Je ne l'ai pas payé directement, mais la CACB a payé 84,00 \$ pour la réparation. Et, je paie la CACB pour mon assurance. Lorsque les coûts sont subventionnés, le prix augmente.
- Qu'en est-il des régimes d'assurance dentaire de l'entreprise ? Il en coûte plus cher à un dentiste pour traiter et percevoir les paiements effectués par un régime d'assurance d'entreprise, et il faut plus de temps pour recevoir le paiement que si le client payait simplement de sa poche. Payer un employé pour remplir les papiers d'une réclamation d'assurance coûte de l'argent, et le dentiste doit récupérer cette dépense supplémentaire. Ceci n'est qu'un exemple; cela s'appliquerait tout aussi facilement à un carrossier traitant une réclamation d'assurance. Il est facile de facturer à un client le plein prix si quelqu'un d'autre paie. Et le plein prix a tendance à monter.

À l'heure actuelle, le NPD fédéral socialiste fait pression pour que les soins dentaires subventionnés par l'État aillent de pair avec notre régime national d'assurance-maladie. Bien sûr, ce sera un grand soulagement pour les familles avec des factures dentaires inabordables ; mais cela garantit également que le coût de tous les soins dentaires augmentera. Notre système national de santé socialisé - autrefois envié par de nombreux pays - est en train d'échouer. Il y a de nombreuses raisons à cela, mais les longs délais d'attente, la pénurie de médecins et les urgences fermées ou à peine fonctionnelles ne plaident pas en faveur d'un monopole socialisé sur les soins de santé.

Tout cela pour dire que nous devons nous méfier des programmes gouvernementaux qui prétendent rendre la vie plus abordable tout en ajoutant des couches de bureaucrates (« intermédiaires ») à la fourniture d'un bien ou d'un service. Ces bureaucrates - et les politiciens qui créent la bureaucratie - ne sont pas bon marché. En général, les employés du gouvernement reçoivent des salaires et des avantages sociaux plus élevés que leurs homologues du secteur privé. Souvent, leur rôle est de superviser, d'inspecter, de réglementer et de documenter le « vrai travail » effectué par les fournisseurs d'un bien ou

d'un service. Les entreprises gérées par le gouvernement sont historiquement moins efficaces que celles du secteur privé, et les couches de rapports et d'approbations ne conduisent pas à des résultats rapides.

Le PHC du Canada s'est engagé à avoir un gouvernement plus petit, moins coûteux et plus responsable. Aux paliers fédéral et provincial, le gouvernement devrait « rester dans sa voie » et s'immiscer le moins possible dans les affaires, le commerce, la médecine, l'éducation, l'église et la vie familiale. Cela signifie résister à la tentation, en tant que citoyens, consommateurs et électeurs, d'essayer d'amener le gouvernement à payer ou à faire les choses que nous devrions payer et faire nous-mêmes. Un gouvernement assez grand pour vous donner tout ce que vous voulez est assez grand pour prendre tout ce que vous avez.

Notes de bas de page

¹ www.reaganfoundation.org/ronald-reagan/reagan-quotes-speeches/news-conference-1/

² libquotes.com/margaret-thatcher/quotes/socialism

³ www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/icbc-chip-repair-1.4043026

Parti de l'Héritage Chrétien du Canada

chp.ca/fr/accueil • NationalOffice@chp.ca • 1-888-VOTE-CHP (868-3247)

PO Box 4958, Station E, Ottawa, Ontario K1S 5J1

Ce Communiqué peut être copié